

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

**CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE CONCILIATION ET DU  
CONTENTIEUX**

**RÔLE GENERAL**  
**BJ/TCC/2019/0539**

**PRESIDENT : William KODJOH-KPAKPASSOU**

**JUGES CONSULAIRES : François AKOUTA et Chimène ADJALLA**

**MINISTERE PUBLIC : Mario METONOU**

**GREFFIER : Hervé ADOUKONOU**

**DEBATS : Le 30 octobre 2019**

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en dernier  
ressort, prononcé le 20 novembre 2019.

**LES PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDERESSE :**

**Denise Megni LANLENOU**, Commerçante, de nationalité  
béninoise, demeurant et domiciliée à Agla, les Pylônes, Carré 3464,  
Maison ZANDO, Cotonou ;

**OBJET :**  
**Payement**

**D'UNE PART**

**DEFENDEUR :**

**Théophile TCHEGNINOUGBO**, Directeur de l'Entreprise CERAA,  
de nationalité béninoise demeurant et domicilié à Abomey-Calavi  
quartier Yèlognissè (AYITCHEDJI), Parcelle « i » lot 317S BP :  
1989 Abomey-Calavi ;

**D'AUTRE PART**

## LE TRIBUNAL

Dans le cadre de ses relations d'affaires, TCHEGNINOUGBO Théophile, promoteur de CERAA ENTREPRISE, a contracté un prêt d'un million (1.000.000) de francs CFA assorti d'un taux d'intérêt de 10% auprès de LANLENOU Denise, constaté par une décharge en date du 20 mars 2018, avec l'engagement de rembourser le 20 avril 2018 au plus tard ;

Faute de paiement, LANLENOU Denise l'a attiré, par exploit en date du 26 juin 2019, devant le tribunal de commerce de Cotonou en sollicitant sa condamnation au paiement du principal ainsi que des intérêts à compter de mai 2018 ;

Elle demande également sa condamnation au paiement de la somme de cinq cent mille (500.000) FCFA à titre de dommages-intérêts, ainsi que l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

Devant le tribunal, TCHEGNINOUGBO Théophile a reconnu l'effectivité de la dette et déclaré qu'il attend d'être payé par le Ministère en charge de l'Agriculture pour rembourser la somme réclamée ;

## SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT

Attendu que l'article 28 alinéa 1<sup>er</sup> de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, dispose qu'à « *défaut d'exécution volontaire, tout créancier peut, quelle que soit la nature de sa créance, contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses obligations à son égard ou pratiquer une mesure conservatoire pour assurer la sauvegarde de ses droits* » ;

Attendu qu'il est constant en l'espèce que TCHEGNINOUGBO Théophile est débiteur de LANLENOU Denise de la somme d'un million de

francs en principal, au taux conventionnel de 10% ;

Que mis en demeure par lettre en date du 15 mai 2019, il ne s'est pas libéré, de sorte que la créance réclamée est certaine, liquide et exigible ;

Que dès lors, il convient de condamner TCHEGNINOUGBO Théophile au paiement sollicité, en principal, outre les intérêts de droit à compter du 15 mai 2019 ;

*Attendu, par ailleurs, que dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts au taux légal ; le créancier auquel son débiteur en retard a causé un préjudice indépendant de ce retard, peut obtenir des dommages et intérêts distincts des intérêts moratoires de la créance, sauf en rapporter la preuve ;*

Qu'il n'y a lieu à dommages-intérêts, qu'en cas de démonstration d'un préjudice distinct du retard de paiement ;

Attendu qu'en l'espèce, LANLENOU Denise ne justifie pas l'existence de tels préjudices qu'elle affirme simplement ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

Attendu, s'agissant de la demande aux fins d'exécution provisoire sur minute, il y a lieu de relever que l'intérêt du présent litige est inférieur au taux du ressort en matière commerciale qui est de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, en application de l'article 51.1 de la loi n° 2016-15 du 28 juillet 2016 modifiant et complétant la loi 2001-

37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin, de sorte que la présente décision est rendue en dernier ressort et emporte exécution forcée ;

Que la demande d'exécution provisoire est donc superfétatoire ;

**PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Reçoit LANLENOU Denise en son action et déclare bien fondée sa demande en paiement ;

Condamne TCHEGNINOUGBO Théophile à lui payer la somme d'un million (1.000.000) de francs CFA au taux conventionnel de 10% à compter du 15 mai 2019 ;

Déboute LANLENOU Denise du surplus de ses demandes ;

Condamne TCHEGNINOUGBO Théophile aux dépens.

**Ont signé**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**